



SYNDICALISME ET SOCIALISME

Bibliothèque du Mouvement Socialiste
Librairie des Sciences politiques & sociales Marcel Rivière
1908

AVANT-PROPOS

I.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en Italie</u>	Hubert Lagardelle
II.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en Allemagne</u>	Arturo Labriola
III.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en Russie</u>	Robert Michels
IV.	<u>Le Syndicalisme et le Socialisme en France</u>	Boris Kritchewsky
V.	<u>Les Caractères du Syndicalisme français</u>	Hubert Lagardelle
<u>APPENDICE</u>	Anarchisme et Syndicalisme	Victor Griffuelhes
		Hubert Lagardelle

AVANT-PROPOS

Les discours qu'on va lire ont été prononcés, le 3 avril 1907, à Paris, dans une conférence internationale dont le sujet était les rapports du syndicalisme et du socialisme (1). Les organisateurs avaient pour but, moins de marquer le niveau atteint dans chaque pays par le courant syndicaliste, que d'affirmer l'union des *tendances nouvelles* qui, à travers la variété des milieux nationaux, semblent porter le socialisme vers une renaissance.

.....

Le Syndicalisme et le Socialisme en Allemagne

par ROBERT MICHELS

Citoyennes et Citoyens

Si je voulais, en ce moment, prendre une fois de plus mon ami Labriola pour modèle, je m'exprimerais devant vous dans ma langue maternelle, comme il s'est exprimé dans la sienne. Mais je suis convaincu que vous préférerez, malgré tout, mon mauvais français à l'allemand le plus pur, et je vous demande par avance toute votre indulgence.

Hier, les journaux ont annoncé qu'une entrevue internationale réunissait M. Tittoni, ministre du roi d'Italie, et M. De Bülow, chancelier de l'empereur d'Allemagne. Demain, les quelques feuilles qui s'occuperont de notre meeting de ce soir constateront qu'il y a eu une autre réunion internationale, plus humble et plus modeste, tenue à Paris avec les citoyens Labriola (d'Italie), Michels (d'Allemagne), Kritchewsky (de Russie), et Griffuelhes et Lagardelle (de France). Et, entre ces deux manifestations, ce n'est peut-être pas celle qui apparaît la plus grande qui est la plus neuve. Nous ne faisons rien ici de comparable à l'œuvre malfaisante des diplomaties, et nous ne venons pas jeter une eau nouvelle dans le vieux tonneau des Danaïdes. Mais nous cherchons quelles jeunes tendances réveillent la pensée du socialisme international et doivent rendre plus efficace la révolte des prolétaires de tous les pays contre l'exploitation capitaliste.

Et vraiment, il n'y a rien dans cet internationalisme révolutionnaire qui ressemble aux diplomatiques rencontres des bourgeois gentilshommes de nos divers pays, car s'ils se réunissent, au nom de leurs bourgeoisies respectives, c'est ou pour s'allier contre d'autres bourgeoisies, ou pour se tromper mutuellement. C'est le rôle, en effet, de la bourgeoisie que d'avoir à faire feu des deux côtés à la fois : d'une part contre les autres bourgeoisies rivales, et d'autre part contre ses ouvriers. La lutte du prolétariat est plus simple. Tous ses coups sont dirigés contre le capitalisme universel, et il dresse son Internationale rouge contre l'Internationale jaune de ses maîtres !

C'est pourquoi je suis heureux de parler ce soir, avec mes camarades des autres pays, devant quelques membres de ce prolétariat français, qui est le vivant exemple de la jeunesse éternelle et dont l'enthousiasme idéaliste et chercheur trace encore la voie au reste du prolétariat international. Et laissez-moi tout de suite vous dire ce qui, pour moi, comme j'ai eu l'occasion de l'écrire ailleurs, est surtout admirable dans la forme nouvelle du socialisme qu'apporte le syndicalisme français. C'est d'avoir, d'une manière claire et pure, trouvé l'expression du but socialiste pour ainsi dire dernier. Voilà le grand mérite du courant nouveau. Il se sépare de la conception traditionnelle du socialisme politique en ce qu'il entend faire du mouvement ouvrier non seulement un mouvement pour tout le monde, comme il est actuellement, mais un mouvement purement prolétaire, en d'autres termes, en ce qu'il veut rendre au mouvement pour l'émancipation de la classe prolétarienne son caractère de classe. Mais il se distingue bien plus nettement du trade-unionisme des Anglais et de la théorie neutraliste des syndicats allemands, en ce qu'il ne pense pas non plus représenter un mouvement pour tout le monde ouvrier pur et simple. Son importance, c'est l'union grandiose de l'idée avec la classe. Il s'appuie uniquement sur la classe qui, moyennant les forces dynamiques de son égoïsme de classe, le poids de son nombre et la loi suprême de sa nécessité économique, peut être à même de résoudre le thème qui s'impose au socialisme moderne ; mais il conçoit aussi comme son premier devoir d'élever les masses à la conscience de leur mission de classe. Le syndicalisme, enfin, n'est pas seulement prolétaire, il est aussi socialiste révolutionnaire.

Si je suis heureux de saluer la croissance du nouveau socialisme en France, je vois malheureusement peu de symptômes de renaissance pareille dans mon pays, l'Allemagne. Aujourd'hui, être Allemand n'est pas un titre de noblesse. Le fait d'être né en terre germanique ne donne plus le droit de porter la tête haute. Les temps de Goethe et de Schiller, et ceux des philosophes, ceux de ce Kant surtout qui avait vibré au souffle de votre Révolution démocratique, sont bien passés. Il n'y a plus aujourd'hui chez nous qu'une science vénale et une pensée asservie, qui ne soupçonnent pas ce que c'est que d'être indépendantes et libres. Je

n'hésite pas à l'avouer : depuis que la Russie en révolte commence à secouer le joug du despotisme, l'Allemagne est passée à la queue des nations civilisées. Nous ne sommes même pas dominés par la bourgeoisie industrielle et commerciale, la classe-type du système capitaliste, mais par des hordes à demi barbares de hobereaux, expressions survivantes d'un régime pré-capitaliste et féodal : l'Allemagne d'aujourd'hui ressemble encore, *mutatis mutandis*, à la France de l'ancien régime.

Aussi, malgré ses trois millions et demi de suffrages socialistes, l'Allemagne pèse-t-elle sur l'Europe comme une menace perpétuelle de guerre ou de réaction. Nous y vivons dans un régime policier, qui serait insupportable à des hommes épris de liberté. Même les plus pâles de nos réformistes, même ceux qui, ouvertement, préconisent une résignation tolstoïenne en face des coups portés à la classe ouvrière et au socialisme par notre gouvernement, même ceux-là sont maintenus hors la loi et la société officielle ! Et vous savez comment on traite les Polonais dans la Pologne prussienne ; comment l'accès de nos universités est interdit aux professeurs socialistes ; comment nos étudiants ne peuvent, sous peine d'exclusion des écoles, manifester de sympathie pour nos idées ; comment les pratiques religieuses sont imposées dans l'enseignement, etc., etc.

Contre cette Allemagne oppressive nous nous révoltons, nous autres, au nom de l'Allemagne opprimée, de l'Allemagne ouvrière et socialiste. Et nous, à qui la bourgeoisie de notre pays reproche notre antipatriotisme, nous pouvons répondre qu'après tout notre action socialiste est en un sens «patriotique», puisque nous voulons nettoyer notre pays des vestiges du passé.

Mais c'est ici qu'apparaît la difficulté de notre tâche. Nous n'avons pas, comme vous, un *syndicalisme révolutionnaire* qui propage et nourrit les sentiments incompressibles de liberté. Et nous ne l'avons pas, parce que ce qui l'a créé chez vous nous manque : je veux dire la démocratie. Vous pensez bien que je ne m'illusionne pas sur les vertus de la démocratie bourgeoise. Mais pour que le syndicalisme puisse se développer pleinement chez nous, il faut que toutes les libertés politiques soient conquises, afin que le prolétariat, n'étant plus distrait dans sa marche, puisse s'organiser révolutionnairement sur son terrain de classe.

Il est vrai qu'il ne semble guère que nous nous dirigeons dans la voie des libertés politiques. Les échecs récents de la social-démocratie ont prouvé son incapacité à agir dans ce sens sur le terrain restreint du parlementarisme. Et il y a là comme une contradiction intérieure. Ce parti, qui est nombreux et fortement organisé, n'ose pas aborder les tactiques révolutionnaires, comme la *grève générale*, précisément parce que la grève générale est une idée essentiellement ouvrière et qu'il a peur d'éloigner de lui les classes populaires qui aspirent à la démocratie. C'est cette crainte qui explique sa timidité, son amour du grand nombre d'électeurs, son aversion pour toute action directe qui rappellerait plus ou moins le syndicalisme révolutionnaire. Et plus encore que cette crainte, ce qui paralyse la social-démocratie, ce qui l'éloigne de tout effort mâle, de tout acte héroïque, c'est, comme je l'ai si souvent répété dans mes articles du *Mouvement socialiste*, cette organisation bureaucratique, hiérarchique et pesante que les prolétaires allemands estiment si haut et que tout socialiste doit apprécier si bas. Certes, cette organisation est forte. dans un pays où l'initiative ne compte pas, où les grandes masses forment de vastes organisations mécaniques et rigides, où tout est militarisé et bureaucratique, les ouvriers ont suivi la même route et pris la même formation que les autres classes. C'est ce qui explique qu'il n'y ait de comparable à la bureaucratie socialiste ou syndicale que la bureaucratie officielle, comme perfectionnement et complexité. L'Allemagne moderne est un moule à l'empreinte duquel se façonnent toutes ses parties composantes : partout, c'est la même régularité accomplie, le même travail acharné pour l'objet auquel on est attaché, la même fidélité, la même discipline. A la vérité, on comprend comment notre organisation ouvrière soit devenue, d'un moyen qu'elle devait être, un but en elle-même, une machine qu'on perfectionne pour son embellissement et non pour les services qu'elle aurait pu rendre. Toucher à cet organisme centralisé et lourd serait, aux yeux des socialistes et des ouvriers allemands, une action criminelle. Les malheureux ! Ils ne voient pas que sur ce terrain l'organisation de l'État sera toujours plus puissante que la leur, quel que soit le temps

qu'ils aient mis à l'édifier et quelque soin qu'ils prennent de la fortifier.

Vous sentez que, dans un tel milieu, il n'y a guère de place pour le syndicalisme, l'action directe, la grève générale. Les préoccupations démocratiques d'une part, et de l'autre l'amour de l'organisation pour l'organisation et la tactique purement parlementaire ne sont pas précisément favorables aux divers modes d'action ouvrière révolutionnaire. Sans compter que le caractère «bien élevé» de nos masses, soucieuses de copier les «bonnes façons» de la bourgeoisie pacifique, ne peut guère produire une psychologie de révolte morale et le sens de l'opposition brutale des classes.

Cependant, et quoiqu'il n'y ait pas encore réellement de mouvement syndicaliste révolutionnaire en Allemagne, la social-démocratie, elle aussi, est traversée par une crise difficile et périlleuse. Quelle voie, se demande-t-elle, faut-il prendre ? Ira-t-elle ouvertement vers le réformisme pur et simple ? Mais la vie allemande n'est pas mûre pour une conception aussi nette, qui, si elle a naturellement tous les torts du côté socialiste, n'a aucune raison du côté démocratique : une théorie de politique évolutionniste n'a pas de place dans un milieu d'absolutisme césarien. Ira-t-elle audacieusement vers la voie révolutionnaire ? Mais la social-démocratie est trop esclave des préjugés de sa «tactique glorieuse». Sera-t-elle donc toujours ce qu'elle est aujourd'hui : un socialisme verbal et lâche, aux phrases redondantes et à l'action aplatie ? un socialisme au jour le jour, terre à terre, sans idée et pratiques cohérentes ? Mais s'il en est ainsi, la social-démocratie restera éternellement inférieure à sa tâche historique et ne démocratisera jamais le milieu allemand. Car une œuvre pareille exige d'autres efforts que l'élection de quelques députés plus ou moins socialistes et l'entassement, dans des caisses chaque jour plus gonflées, des gros sous des travailleurs ? La tactique actuelle de la social-démocratie, indécise, prudente, légale et parlementaire, ne peut que prolonger le système régnant et arrêter l'essor des forces jeunes.

Voilà la crise. C'est l'impossibilité d'être à la hauteur de son rôle qui accule la social-démocratie dans l'impasse où elle se débat. Et, tels que les termes sont posés, on ne voit pas d'issue prochaine. Mais, me direz-vous, s'il n'y a pas de syndicalisme, en Allemagne, n'y a-t-il pas au moins des syndicalistes ? Certes, il y en a. Mais ils comptent peu en face des 1.300.000 ouvriers incorporés aux syndicats réformistes. Que peuvent les 15 à 20.000 «localistes» qui suivent plus ou moins l'exemple de votre *Confédération Générale du Travail*, et les quelques jeunes hommes qui, dans la social-démocratie, ont été touchés par les idées nouvelles ? Ce ne sont là que des mouvements embryonnaires, à peine perceptibles encore, sans influence efficace sur les masses organisées, et, lorsqu'ils sont dans le parti socialiste, tout au plus tolérés par lui. Et leur action est d'autant plus limitée qu'en Allemagne, les chefs du mouvement socialiste ou ouvrier, les Bebel et compagnie, jouissent de la confiance illimitée du prolétariat, qui les supporte passivement et leur obéit aveuglément. Certes, je n'entends pas médire d'eux. Un passé comme celui de Bebel ne me le permet pas. Mais, cette réserve faite, je peux bien dire que leur autorité est mauvaise, car elle conduit le socialisme allemand à sa ruine !

Quelle est donc la tâche présente des syndicalistes en Allemagne ? Peut-être l'exemple de nos camarades d'Italie, qui agissent dans le parti socialiste comme dans le milieu le plus propice, se recommande-t-il de préférence à nous. Mais il n'importe. Ce qui s'impose immédiatement à nous, *c'est une œuvre de négation et de destruction des erreurs traditionnelles*. Nous ne devons pas laisser passer une seule occasion de démontrer au prolétariat allemand l'erreur parlementaire et doctrinaire où il est engagé. Il nous faut lui répéter à toute minute que la lutte de classe révolutionnaire, tout en lui assurant les conquêtes pratiques et immédiates plus vite et mieux que les compromissions politiques, lui donnera cet *idéalisme révolutionnaire* qui peut seul le conduire à la victoire. Tel est notre devoir, à nous autres syndicalistes allemands, et c'est en nous inspirant de votre action courageuse, camarades de France, que nous pourrons proclamer assez haut qu'en Allemagne comme partout *le socialisme ne renaîtra que par le syndicalisme* !

(1) Conférence internationale, tenue à Paris, à la Société de Géographie, le 3 avril 1907, avec le concours de *Victor Griffuelhes*, président de la réunion, et *Arturo Labriola*, *Robert Michels*, *Boris Kritchewsky* et *Hubert Lagardelle*.

